

Art. 18. — En vue de la réalisation des opérations d'intérêt public, économique ou social, l'Etat peut incorporer dans son domaine privé ou dans celui des autres personnes morales de droit public des portions du domaine national.

Les conditions de cette incorporation seront fixées par décret.

TITRE IV

DE LA FISCALITÉ FONCIÈRE

Art. 19. — Les opérations foncières donnant lieu à perception de droit sont les suivantes :

- Etablissement du titre foncier;
- Inscriptions diverses dans le livre foncier;
- Délivrance de relevé des inscriptions du livre foncier ou de divers certificats à la demande des personnes morales;
- Travaux topographiques, topométriques ou cadastraux.

Les tarifs de ces droits sont fixés, le cas échéant, par la loi de finances.

Art. 20. — La perception des recettes visées à l'article précédent est effectuée par les receveurs des domaines sur ordre de versement établi par les services compétents des domaines et du cadastre.

Art. 21. — Les agents habilités à constater les infractions à la présente ordonnance sont désignés par le ministre chargé des domaines.

Art. 22. — La présente ordonnance qui abroge les dispositions contraires en la matière ainsi que le décret-loi du 9 janvier 1963 et la « Land and Native Rights Ordinance » du 1^{er} janvier 1948 sera enregistrée, publiée au *Journal officiel* en français et en anglais et exécutée comme loi de la République unie du Cameroun.

Yaoundé, le 6 juillet 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Ordonnance n° 74-2 du 6 juillet 1974

fixant le régime domanial.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 2 juin 1972;

Vu la loi n° 73-3 du 9 juillet 1973 autorisant le Président de la République à fixer par ordonnance le régime foncier et domanial;

Vu l'ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier,

ORDONNE :

Article premier. — La présente ordonnance régit le domaine public, le domaine privé de l'Etat et des autres personnes morales de droit public.

CHAPITRE PREMIER

DU DOMAINE PUBLIC

Art. 2. — Font partie du domaine public, tous les biens meubles et immeubles qui, par nature ou par destination, sont affectés soit à l'usage direct du public, soit aux services publics.

Les biens du domaine public sont inaliénables, imprescriptibles et insaisissables. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 5 ci-dessous, ils sont insusceptibles d'appropriation privée.

Le domaine public se divise en domaine public naturel et domaine public artificiel.

18. (1) The State may incorporate portions of national lands in the private property of the State and other public bodies for purposes of public, economic or social utility.

(2) The conditions of such incorporation shall be fixed by decree.

PART IV

TAXATION ON LANDED PROPERTY

19. (1) The following landed property transactions shall be subject to the collection of fees:

- Establishment of land certificates;
- Miscellaneous entries in the land register;
- Issue of statements of entries in the land register or of miscellaneous certificates at the request of corporate bodies;
- Topographical, topometric and surveying work.

(2) The rates of such fees shall, where applicable, be fixed by the Finance Law.

20. The revenue referred to in Article 19 above shall be collected by land revenue collectors against collection orders established by competent lands and survey services.

21. The officials empowered to record offences against the present Ordinance shall be appointed by the Minister in charge of Lands.

22. The present Ordinance, which repeals provisions repugnant hereto together with the Decree-Law of 9 January 1963 and the Land and Native Rights Ordinance of 1 January 1948, shall be registered, published in the *Official Gazette* in French and English and enforced as a law of the United Republic of Cameroon.

Yaounde, 6 July 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Ordinance No. 74-2 of 6 July 1974

to establish rules governing State lands.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

Mindful of the Constitution of 2 June 1972;

Mindful of Law No. 73-3 of 9 July 1973 authorizing the President of the Republic to establish by Ordinance rules governing land tenure and Government-owned lands and properties;

Mindful of Ordinance No. 74-1 of 6 July 1974 to establish rules governing land tenure,

HEREBY ORDAINS AS FOLLOWS:

1. The present Ordinance governs the public and private property of the State and other public bodies.

CHAPTER I

PUBLIC PROPERTY

2. (1) Public property shall comprise all personal and real property which, by nature or intended purpose, is set apart either for the direct use of the public or for public services.

(2) Public property shall be inalienable, imprescriptible and unattachable. Subject to the provisions of Article 5(3) below, it shall not be liable to private appropriation.

(3) Public property shall be divided into natural and artificial public property.

Art. 3. — Le domaine public naturel comprend :

- Le domaine public maritime;
- Le domaine public fluvial;
- Le domaine public terrestre et aérien.

Le domaine public maritime est constitué par :

a) Les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées ainsi qu'une zone de cinquante mètres mesurée à partir de cette limite;

b) Les rives des embouchures des cours d'eau subissant l'influence de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de vingt-cinq mètres à partir de cette limite;

c) Le sol et le sous-sol de la mer territoriale.

Le domaine public fluvial est constitué par :

a) Les cours d'eau navigables ou flottables dans les limites déterminées par les plus hautes eaux, ainsi qu'une zone de vingt-cinq mètres à partir de cette limite;

b) Les marécages, à l'exception des plantations aménagées;

c) Les cours d'eau non navigables ni flottables dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à plein bord;

d) Des lacs, les étangs naturels et les lagunes dans les limites déterminées par la hauteur des plus hautes eaux.

Les domaines publics terrestre et aérien sont constitués respectivement par le sous-sol et l'espace atmosphérique situé au-dessus du territoire de l'Etat et de la mer territoriale.

Art. 4. — Font partie du domaine public artificiel :

a) Les routes nationales et une emprise de cent mètres de part et d'autre de l'axe de la chaussée. Cette emprise est réduite à cinq mètres en ville, à partir du fossé;

b) Les routes provinciales et départementales et une emprise de cinquante mètres de part et d'autre de l'axe de la chaussée; cette emprise est réduite à cinq mètres en ville à partir du fossé;

c) Les pistes carrossables d'intérêt local et une emprise de vingt-cinq mètres de part et d'autre de l'axe de la piste;

d) Les pistes non carrossables;

e) Les chemins de fer et une emprise de trente cinq mètres de chaque côté à partir de l'axe de la voie;

f) Les ports commerciaux, maritimes ou fluviaux, leurs dépendances et une emprise fixée compte tenu des études spécifiques pour chaque port;

g) Les ports militaires maritimes ou fluviaux, leurs dépendances et une emprise fixée compte tenu des études spécifiques pour chaque port; tous les ouvrages de défense terrestre, aérienne et maritime de la nation;

h) Les lignes télégraphiques, téléphoniques, leurs dépendances et une emprise de deux cents mètres autour des centres de télécommunications;

i) Les alluvions déposées en aval ou en amont d'ouvrages construits dans un but d'utilité générale;

j) Les monuments et édifices publics créés et entretenus par l'Etat ou les autres personnes morales de droit public notamment les halles, les marchés, les cimetières, les musées;

k) La concession des chefferies traditionnelles et les biens y afférents et plus spécialement dans les provinces où la concession des chefferies est considérée comme un bien indivis de la communauté dont le chef n'a que la jouissance.

Art. 5. — Les immeubles destinés à faire partie du domaine artificiel sont classés par décret.

Le décret de classement vaut déclaration d'utilité publique permettant de procéder, le cas échéant, à l'expropriation.

3. (1) Natural public property shall comprise:

- Coastlands;
- Waterways;
- Sub-soil and air space.

(2) Coastlands shall comprise:

a) The sea shore to the highest tide mark and a further zone of fifty metres measured from this tide mark;

b) The banks and estuaries of waterways subject to tidal influence to the highest tide mark, and a further zone of twenty-five metres measured from this tide mark;

c) The soil and the sub-soil of the territorial sea.

(3) Waterways shall comprise:

a) Navigable or floatable waterways within the limits determined by the highest water level, and a further zone of twenty-five metres measured from this level;

b) Marshland, excluding developed farms;

c) Non-navigable and non-floatable waterways within the limits determined by the high-water level;

d) lakes, ponds and lagoons within the limits determined by the high water level.

(4) Sub-soil and air space shall comprise respectively the sub-soil and the air space situated above the territory of the State and the territorial sea.

4. The artificial public property of the State shall comprise:

a) The national highways and land extending one hundred metres on either side of the centre line of the highway. This land shall be reduced to five metres in towns, beginning from the ditch along the road;

b) Provincial and divisional roads and land extending fifty metres on either side of the centre line of the road. This land shall be reduced to five metres in towns, beginning from the ditch along the road;

c) Local tracks passable for vehicles and land extending twenty-five metres on either side of the centre line of the track;

d) Tracks which are not passable for vehicles;

e) Railways and land extending thirty-five metres on either side of the centre line of the track;

f) Commercial sea or river ports, their connected installations and land fixed on the basis of a special study for each port;

g) Military sea or river ports, their connected installations and land fixed on the basis of a special study for each port; all works connected with the Nation's land, air and sea defence;

h) Telegraph and telephone lines and their connected installations and land extending two hundred metres around telecommunications centres;

i) Alluvium deposited downstream or upstream of works constructed for general use;

j) Public monuments and buildings set up and maintained by the State or other public bodies, in particular covered and open markets, cemeteries, museums;

k) The concession of traditional chiefdoms and property relating thereto and more especially in the provinces where the concession of chiefdoms is considered as the joint property of the community, the chief having only the enjoyment thereof.

5. (1) Real property which is intended for inclusion in the artificial public property shall be classified by decree.

(2) The classification decree shall constitute an act declaratory of the public interest enabling expropriation to be applied in case of need.

Les dépendances du domaine public naturel ou artificiel reconnues sans utilité compte tenu de leur affectation initiale, peuvent être déclassées et intégrées par décret au domaine privé de l'Etat ou des autres personnes morales de droit public.

En cas de doute ou de contestation sur les limites du domaine public ou de l'étendue des servitudes établies en vertu de l'article 6 ci-dessous il est statué par arrêté du ministre responsable des domaines, avec possibilité de recours devant la juridiction compétente.

Art. 6. — Des servitudes de passage, d'implantation, d'appui et de circulation nécessaires à l'établissement, à l'entretien et à l'exploitation des lignes télégraphiques, des conducteurs d'énergie et des conduites d'eau classés dans le domaine public peuvent être imposées par décret à des immeubles privés.

Des servitudes de non ædificandi ou des limitations de hauteur des bâtiments, des prescriptions d'abattage d'arbres peuvent également être édictées par décret dans les zones de protection des aérodromes ou des installations militaires, ainsi que pour la sauvegarde de la navigation aérienne.

Seules les servitudes prévues à l'alinéa 1^{er} ci-dessus ouvrent droit à indemnisation.

Art. 7. — Les propriétaires et les occupants de bonne foi qui détiennent sur les dépendances du domaine public telles que définies aux articles 3 et 4 ci-dessus des droits antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ne peuvent être dépossédés que si l'intérêt général l'exige et moyennant une indemnisation calculée comme en matière d'expropriation.

Il en serait de même pour l'exercice des servitudes prévues à l'article précédent, de la démolition des constructions ou de l'enlèvement des clôtures ou plantations établies par lesdits propriétaires ou occupants.

Art. 8. — Les dépendances du domaine public naturel ou artificiel sont gérées par l'Etat. Toutefois, en raison de leur utilisation, cette gestion peut être assurée sous le contrôle de l'Etat, par d'autres personnes morales de droit public ou par des concessionnaires de service public.

Les modalités de contrôle prévu à l'alinéa précédent sont fixées par décret.

Art. 9. — Sauf dispositions particulières contraires, sont également fixées par décret, les règles relatives à la délivrance des permis de stationnement, aux autorisations d'occupation ou d'exploitation, à la police et à la conservation du domaine public.

CHAPITRE II

DU DOMAINE PRIVÉ DE L'ETAT ET DES AUTRES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC

Art. 10. — Font partie du domaine privé de l'Etat :

- 1^o Les biens meubles et immeubles acquis par l'Etat à titre gratuit ou onéreux selon les règles du droit commun;
- 2^o Les terrains qui supportent les édifices, constructions, ouvrages et aménagements réalisés et entretenus par l'Etat;
- 3^o Les immeubles dévolus à l'Etat en vertu :
 - De l'article 120 du Traité de Versailles du 28 juin 1919;
 - De la législation sur les séquestres de guerre;
 - D'un acte de classement intervenu par application des législations antérieures à la présente ordonnance;
 - du déclassé du domaine public;
 - De l'expropriation pour cause d'utilité publique.

(3) Natural or artificial public property of the State which is recognized as being of no use considering the purpose for which it was initially assigned, may be struck off the list of public property and classified by decree as the private property of the State or of other public bodies.

(4) In case of doubt or dispute concerning the limits of such public property or the extent of the easements established by virtue of Article 6 below, a ruling shall be issued by order of the Minister in charge of Lands, with right of appeal to the competent court.

6. (1) Rights of way, of installation, of means of support and of access necessary for the establishment, maintenance and operating of telegraph lines, power lines and water mains classified as public property of the State may be imposed by decree on private real property.

(2) Prohibitions on building, restrictions on the height of buildings and limitations on the felling of trees may also be decreed in zones for the protection of airports or military installations, as well as for the safeguarding of air navigation.

(3) Only easements provided for in paragraph (1) above shall give entitlement to compensation.

7. (1) *Bona fide* owners and occupants who hold rights previous to the entry into force of the present Ordinance over public property of the State as defined in Articles 3 and 4 above may not be dispossessed thereof unless the public interest so requires and subject to compensation calculated as in the case of expropriation.

(2) Such will also apply to the demolition of buildings or the removal of enclosures or plantations established by the said owners or occupants for the exercise of the easements provided for in Article 6 above.

8. (1) The natural or artificial public property of the State shall be managed by the State. Provided that by reason of the use thereof, such management may be carried out under the control of the State by other public bodies or by public service concessionaries.

(2) The terms and conditions of the control provided for in the preceding paragraph shall be laid down by decree.

9. Unless special provisions provide otherwise, the rules relating to the issuing of parking permits, to occupation or exploitation authorizations, to the policing and conservation of the public property of the State shall also be laid down by decree.

CHAPTER II

PRIVATE PROPERTY OF THE STATE AND OTHER PUBLIC BODIES

10. The following shall form part of the private property of the State:

- 1) Personal and real property acquired by the State without consideration or for valuable consideration according to the rules of ordinary law;
- 2) Lands which support buildings, constructions, structures and installations established and maintained by the State;
- 3) Real property devolving upon the State by virtue of:
 - Article 120 of the Treaty of Versailles of 28 June 1919;
 - Enactments on war sequestrations;
 - Classification deeds drawn up in pursuance of enactments previous to the present Ordinance;
 - Being struck off the list of public property of the State;
 - Expropriation for reasons of public interest.

4° Les concessions rurales ou urbaines frappées de déchéance ou du droit de reprise ainsi que les biens des associations dissoutes pour faits de subversion, atteintes à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat;

5° Les prélèvements décidés par l'Etat sur le domaine national par application des dispositions de l'article 18 de l'ordonnance fixant le régime foncier.

Art. 11. — A partir de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et pendant une période transitoire de 2 ans, pourront, après mise en demeure restée sans effet, être incorporées dans le domaine privé de l'Etat sans indemnité, les propriétés des zones rurales qui, depuis 10 ans au moins, n'ont fait l'objet d'aucun entretien ni d'aucune régénération.

Art. 12. — Le domaine privé de l'Etat peut être :

- Affecté à des services publics;
- Cédé aux personnes morales de droit public;
- Attribué en participation au capital des sociétés avec droit de réincorporation au domaine privé de l'Etat en cas de dissolution, faillite ou liquidation desdites sociétés;
- Attribué en jouissance ou en propriété à des personnes physiques ou morales;
- Attribué en jouissance ou en propriété aux organismes internationaux dont le Cameroun est membre;
- Attribué en jouissance ou en propriété et sous réserve de réciprocité aux missions diplomatiques ou consulaires accréditées au Cameroun.

Les modalités de ces affectations, cessions et attributions sont fixées par décret.

Art. 13. — Font partie du domaine privé des autres personnes morales de droit public :

- Les biens et droits immobiliers acquis par des voies de droit privé;
- Les biens et droits immobiliers provenant du domaine privé de l'Etat et transférés au domaine privé desdites personnes;
- Les biens et droits immobiliers acquis dans les conditions visées à l'article 18 de l'ordonnance fixant le régime foncier.

Les actes d'aliénation du domaine privé des personnes morales de droit public autres que l'Etat doivent être revêtus, à peine de nullité, du visa du ministre chargé des domaines.

CHAPITRE III

DES DISPOSITIONS FISCALES

Art. 14. — Les revenus du domaine sont :

- a) Les produits des baux ou des aliénations du domaine privé;
- b) Les redevances pour occupation à titre privatif du domaine public;
- c) Les revenus des valeurs mobilières;
- d) Les redevances minières et des carrières;
- e) Les revenus des ventes aux enchères ou de gré à gré de tout matériel ou mobilier sorti des écritures des comptes publics;
- f) Le produit des confiscations;
- g) Les loyers des immeubles bâtis appartenant à l'Etat;
- h) Les produits forestiers et des chasses, sous réserve des ristournes à effectuer en faveur d'organismes spécialisés;
- i) Les retenues pour logements.

4) Grants of urban or rural lands which are forfeited by effluxion of title or confiscation, as well as the properties of associations which have been dissolved for acts of subversion or offences against the internal or external security of the State;

5) Property withdrawn from national lands by the State in pursuance of the provisions of Article 18 of the Ordinance to establish rules governing land tenure.

11. With effect from the entry into force of the present Ordinance and for a transitional period of 2 years, properties in rural areas which, for at least 10 years, have not been maintained or regenerated may, after due notice has remained ineffective, be incorporated in the private property of the State without compensation.

12. (1) The private property of the State may be:

- Allocated to public services;
- Assigned to public bodies;
- Allotted as a contribution to the capital of companies with a right or reincorporation in the private property of the State in the event of dissolution, bankruptcy or liquidation of the said companies;
- Allotted leasehold or freehold to natural persons or corporate bodies;
- Allotted leasehold or freehold to international bodies of which Cameroon is member;
- Allotted leasehold or freehold and subject to reciprocity to diplomatic or consular missions accredited to Cameroon.

(2) The terms and conditions of such allocations, assignments and allotments shall be laid down by decree.

13. (1) The following shall form part of the private property of other public bodies:

- Immovable property and rights acquired under private law;
- Immovable property and rights forming part of the private property of the State and transferred to the private property of the said bodies;
- Immovable property and rights acquired under the conditions referred to in Article 18 of the Ordinance to establish rules governing land tenure.

(2) Instruments of alienation of the private property of public bodies other than the State shall, under pain of being declared void, bear the prior approval of the Minister in charge of Lands.

CHAPTER III

FISCAL PROVISIONS

14. Revenue from the public property of the State shall be:

- a) The proceeds of leases or alienations of private property of the State;
- b) Rents for private occupation of public property of the State;
- c) Revenue from stocks and shares;
- d) Mining and quarry royalties;
- e) Proceeds of sales by auction or by private treaty of any equipment or moveable property withdrawn from the books of public accountants;
- f) The proceeds of confiscations;
- g) Rents from buildings belonging to the State;
- h) Revenue arising from forest and game charges, subject to transfers to be made to specialised bodies;
- i) Housing stoppages.

Art. 15. — Le recouvrement des revenus du domaine de l'Etat prévus à l'article précédent, est effectué par les receveurs des domaines à l'exception de ceux qui, en raison de leur nature, sont perçus autrement.

Art. 16. — La vente des biens mobiliers et immobiliers de l'Etat et des autres collectivités et établissements publics se fait aux enchères publiques.

Toutefois, il pourra être dérogé à cette procédure chaque fois qu'elle se révèle de nature à compromettre le souci de justice sociale prescrite par le gouvernement.

Art. 17. — Sont abrogées les dispositions contraires en la matière ainsi que le décret-loi n° 2 du 9 janvier 1963 fixant le régime domanial au Cameroun.

Art. 18. — La présente ordonnance sera enregistrée, publiée en français et en anglais et exécutée comme loi de la République unie du Cameroun.

Yaoundé, le 6 juillet 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Ordonnance n° 74-3 du 6 juillet 1974

relative à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vu la Constitution du 2 juin 1972;

Vu la loi n° 73-3 du 9 juillet 1972 autorisant le Président de la République à fixer par ordonnance le régime foncier et domanial;

Vu l'ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier,

ORDONNE :

Article premier. — L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par décret au terme de la procédure définie par la présente ordonnance. Ce décret entraîne immédiatement transfert de propriété et permet de muter les titres existants ou d'immatriculer d'office les terrains libres au nom de l'Etat. Il entraîne envoi en possession dans un délai de six mois pour compter de sa signature. Toutefois ce délai est ramené à trois mois lorsque l'urgence est déclarée.

Aucun permis de bâtir ne peut, sous peine de nullité d'ordre public, être délivrée dès notification du décret au maire.

Art. 2. — L'expropriation pour cause d'utilité publique n'affecte que la propriété privée telle que définie à l'article 2 de l'ordonnance fixant le régime foncier.

CHAPITRE PREMIER

EXPROPRIATION POURSUIVIE A LA DEMANDE DES SERVICES PUBLICS DE L'ETAT

Art. 3. — Tout département ministériel désireux d'entreprendre une opération d'utilité publique doit saisir le ministre chargé des domaines d'un dossier comprenant :

— Une notice explicative indiquant notamment l'objet de l'opération;

— Une fiche portant les caractéristiques principales de l'ouvrage à réaliser;

— L'appréciation sommaire des dépenses.

Art. 4. — Le ministre chargé des domaines prend un arrêté déclarant d'utilité publique les travaux projetés et prescrit une enquête préalable qui est conduite par le préfet du département où est situé l'immeuble à exproprier.

15. The collection of the revenue from the public property of the State provided for in Article 14 above shall be carried out by land revenue collectors with the exception of those which, owing to their nature, are collected in some other manner.

16. (1) The sale of property of the State and of local authorities and State establishments shall be by public auction.

(2) Provided that this procedure may be waived whenever it appears liable to compromise social justice as prescribed by the Government.

17. Provisions repugnant hereto and Decree-Law No. 2 of 9 January 1963 to establish rules governing public lands and properties in East Cameroon are hereby repealed.

18. The present Ordinance shall be registered, published in French and English and enforced as a Law of the United Republic of Cameroon.

Yaounde, 6 July 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Ordinance No. 74-3 of 6 July 1974

concerning the procedure governing expropriation for a public purpose and the terms and conditions of compensation.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

Mindful of the Constitution of 2 June 1972;

Mindful of Law No. 73-3 of 9 July 1973 authorizing the President of the Republic to establish by Ordinance rules governing land tenure and Government-owned lands and property;

Mindful of Ordinance No. 74-1 of 6 July 1974 to establish rules governing land tenure,

HEREBY ORDAINS AS FOLLOWS:

11. (1) Expropriation for a public purpose shall be pronounced by decree on completion of the procedure defined by the present Ordinance. By the said decree, existing titles over the land in question shall be extinguished and the land thus declared free shall be registered in the name of the State. The interested authority shall take possession six months from the date of signature of the decree. Provided that such period may be reduced to three months if the expropriation is declared urgent.

(2) No building permit may be issued, under pain of being declared void in the public interest, after notification of the decree to the Mayor.

2. Expropriation for a public purpose shall only affect private property as defined in Article 2 of the Ordinance to establish rules governing land tenure.

CHAPTER I

EXPROPRIATION AT THE REQUEST OF THE PUBLIC SERVICES OF THE STATE

3. Any Ministry wishing to undertake an operation for a public purpose must apply to the Minister in charge of Lands and submit a dossier comprising:

— An explanatory report stating in particular the aim of the operation;

— A document stating the main characteristics of the operation to be carried out;

— A brief evaluation of the expenses.

4. (1) The Minister in charge of Lands shall by order declare the proposed work to be for a public purpose and shall prescribe that a preliminary investigation be conducted by the Prefect of the Division where the land to be expropriated is situated.